CTSD de l'Hérault, 23-06-21
Déclaration Liminaire du SNALC

Monsieur l'inspecteur Académique, Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,

Le SNALC n'a pas manqué de relever au printemps 2021 que, durant la crise sanitaire, certains conflits sont allés crescendo. Alors que la priorité de chacun aurait dû être la sécurité sanitaire et le respect de ceux qui y veillent, force est de constater que beaucoup d'énergie a été déployée (et gaspillée) contre l'institution et ses acteurs du quotidien : les directeurs et les professeurs des écoles.
Les menaces, insultes ou diffamations envers les professeurs des écoles ont enregistré une nette progression en 2020, tout particulièrement dans le primaire. Cela s'explique par la fréquence des échanges avec les parents. Si cette progression est préoccupante, elle trouve également une explication, mais certainement pas une excuse, dans la succession de changements de protocoles sanitaires qui défient toute logique. Ces derniers, source de confusion permanente, n'ont pas manqué d'échauder des parents d'élèves qui, loin de comprendre certains impératifs, y ont vu une rigidité de la part des équipes pédagogiques.
Si les causes de conflits entre parents et équipes enseignantes sont connues, il n'y a plus aucun doute sur le fait, maintenant avéré, que l'interface numérique n'a fait que les exacerber. En effet, tout ce qui est vécu par les familles comme des dysfonctionnements du système éducatif et de ses acteurs s'est trouvé grandement augmenté par l'incapacité à lever certaines interrogations menant à des incompréhensions. A distance, derrière son écran, en communiquant exclusivement par voie numérique avec les parents, impossible de désamorcer les désaccords ! L'écrit, produit et lu en étant sous tension d'une crise sanitaire particulièrement anxiogène - ce que les statistiques sur l'augmentation des troubles psychologiques ont révélé - ne peut que dégénérer si l'on n'y prend pas garde. Derrière son écran, loin du soutien de leur équipe, les professeurs des écoles ont plus que jamais été fragilisés et certains parents se sont servi du lien numérique de façon particulièrement invasive, dépassant le statut d'acteurs de la communauté éducative pour être parfois, dans les pires cas, tourmenteurs assidus d'enseignants pourtant très investis, multipliant les mails de reproche avec une fréquence alarmante.
Une fois de plus, les enseignants ont dû faire respecter des règles qui n'étaient pas de leur initiative et ont bien eu du mal à se faire entendre par certains parents pour qui l'achoppement est récurrent. Pris entre le marteau et l'enclume, entre une hiérarchie timide dans les éclaircissements demandés et des parents intransigeants, ils en ont fait les frais. Que ce soit la nécessité de passer en distanciel (cas contact, etc.), l'obligation du port du masque, l'impossibilité d'accueillir les élèves en cas de remplacement non assuré, les causes de différends ont été multiples. Les plus belliqueux à s'être opposés au port du masque se sont d'ailleurs regroupés en collectifs multipliant actions et propagandes, plaçant les équipes dans des situations délicates, voire inextricables. A être simplement exécutants, les PE ont été mis en position bien involontaire de casus belli.
La succession des protocoles sanitaires, leur fréquence et leur manque de lisibilité ont mis à mal le moral des troupes, déjà bien diminué. Recevoir des directives sujettes à interprétations du fait de leur caractère sibyllin, être en charge de les appliquer rigoureusement, puis s'entendre dire quelques jours plus tard qu'il faut tout changer, est inadmissible aux yeux du SNALC. Ne peut qu'en découler épuisement, crainte de se tromper au regard de l'enjeu et antagonisme prévisible des familles peu ou à l'inverse trop attentives aux enjeux sanitaires. La surcharge de travail n'a pas été reconnue et les enseignants ont été livrés à eux-mêmes. Si cela est habituel dans notre profession, ce n'en est pas pour autant acceptable. Nous espérons

que la rentrée 2021 marquera un tournant et que la gestion de la crise sanitaire se fera de façon plus anticipée ; il y a deux mois d'été pour la préparer…

Mais passons à l'ordre du jour. Le SNALC constate que de nombreuses classes ferment et que les dispositifs dédoublés ne sont pas stabilisés dans certaines écoles. Malgré l'effort consenti sur le premier degré, les moyens alloués ne sont pas à la hauteur des dispositifs annoncés à grand coup de médias, et si nous comprenions qu'il faille faire des choix, nous regrettons que ces choix soient dictés par une approche trop budgétaire à notre sens. Comment comprendre qu'on ouvre des dispositifs dédoublés pour les fermer les années suivantes ? Si les moyens étaient suffisants, la montée en charge serait progressive, sans retours en arrière intempestifs. Si les moyens étaient suffisants, les élèves de nos classes n'auraient pas eu comme cette année jusqu'à 3 professeurs différents dans la même semaine ; il a souvent fallu mobiliser les brigades formation sur des remplacements pour motif de santé… Par ailleurs, les psychologues scolaires sont tellement débordées qu'elles ne peuvent aller observer les élèves en classe que plusieurs mois après avoir été contactées… Cette année nous avons bricolé, et chacun a fait de son mieux, à son niveau, pour compenser le manque institutionnel, exacerbé par le contexte sanitaire, mais est-ce satisfaisant ? Non ! Pour cette phase d'ajustement nous avons les données concernant 8 nouvelles ouvertures de classe, pour 6 fermetures : est-il vraiment pertinent d'ajouter à une école de plus de 300 élèves (les Baux de Poussan) des effectifs d'une école De 210 élèves ? A moins que l'on ne prépare une fermeture, ou une fusion… Le SNALC persévère : les tous jeunes enfants ont besoin pour s'épanouir de structures à taille modeste. 300 élèves, cela nous semble déjà beaucoup. Enfin, nous avions, lors du CTSD du 2 mars, évoqué les situations d'une quinzaine d'écoles. L'administration nous avait alors proposé de revenir dessus lors de la phase d'ajustement, lorsque les effectifs de rentrée seraient moins hypothétiques. Qu'en est-il ? Nous n'avons aucun retour sur ces écoles dans nos documents de travail.

Sur l'inclusion, le SNALC est favorable au renforcement des dispositifs EDAI et EDTEI. En revanche, il reste très insatisfait sur la question des PIAL et des AESH. Dans les Pyrénées orientales, deux GT inclusion ont déjà été programmés cette année ; aucun dans notre département. Nous affichons pourtant les plus forts taux de mutualisation de l'académie… Une intersyndicale avec le SNALC a été reçue par Mme la secrétaire générale suite à la mobilisation des AESH le 3 juin, et un courrier intersyndical a été remis à destination de Mme la Rectrice. Mais l'administration locale reste sourde à nos demandes. Nous demandons de la transparence, M. Le DASEN. Quelle est la cartographie des PIAL arrêtée par l'administration dans notre département ? Elle semble problématique en de nombreux endroits (Sérignan : plus de 30 km de circonférence ?). Combien d'AESH sont affectés dans chaque PIAL, pour combien d'enfants notifiés, avec quelles quotités ? La question n'étant pas à l'ordre du jour du prochain CTA, peut-on espérer la programmation d'un GT départemental avant la prochaine rentrée scolaire ?

Concernant les Ulis, vous avez été destinataire d'un courrier d'un collectif signé par 40 coordinateurs Ulis, envoyé le 7 juin et resté à ce jour sans réponse. Plusieurs organisations dont le SNALC vous ont ensuite adressé un courrier sur le même thème, en appui de leur demande. Comment vous positionnez-vous face à la demande de respecter le nombre limite de 10 élèves en Ulis ? Comptez-vous recevoir les représentants de ces coordonnateurs ?

Nous terminerons par notre point de vue sur la façon dont le dialogue social est mené dans notre département : nous souhaiterions un mode de fonctionnement plus constructif et plus transparent. Ne pas donner de documents de travail complets, ou dans des délais acceptables, refuser des groupes de travail sur des sujets aussi importants que la mutualisation… ne peut que fomenter la suspicion à l'égard de l'administration, et cristalliser des postures d'opposition qui ne nous mèneront à rien de constructif et feront perdre beaucoup d'énergie à des professionnels déjà usés par les 2 années éprouvantes que nous venons de vivre.